

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 30, partie I

Déposée par Messieurs de Villepin, Fischer et Michel

Qualité : - Membre

6. **Par le développement de sa politique de sécurité et de défense commune, l'Union a comme objectif la création d'une Union européenne de sécurité et de défense. Dans cette perspective,** Les États membres qui remplissent des critères de capacités militaires élevés et qui ont souscrit entre eux des engagements plus contraignants en cette matière en vue des missions les plus exigeantes, établissent une coopération structurée dans le cadre de l'Union. Cette coopération est régie par les dispositions de l'article 20 de la Partie II, Titre B de la Constitution.

7. Tant que le Conseil européen n'a pas statué conformément au paragraphe 2 du présent article, une coopération plus étroite est instaurée, dans le cadre de l'Union, en matière de défense mutuelle. Au titre de cette coopération, au cas où l'un des États participant à cette coopération serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États participants lui portent, conformément aux dispositions de l'article 51 de la Charte des Nations Unies, aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres. Les modalités de participation et de fonctionnement, ainsi que les procédures de décisions propres à cette coopération figurent à l'article 21 de la Partie II, Titre B de la Constitution.

Explication éventuelle :

Conformément à la déclaration du sommet qui a réuni la Belgique, l'Allemagne, le Luxembourg et la France le 29 avril, nous souhaitons que la notion d'Union européenne de sécurité et de défense soit reprise dans le Traité. Nous considérons qu'il doit s'agir d'un concept ouvert à tous les Etats membres, réalisé et mis en œuvre dans ce cadre. Dans cette perspective, nous souhaitons également que les Etats qui le souhaitent puissent prendre sans attendre des engagements plus contraignants, tels que ceux envisagés par le Praesidium. En outre, l'établissement d'une Union européenne de sécurité et de défense devrait également être inscrit parmi les objectifs de l'article 3 de la partie I de la Constitution.

Enfin, nous souhaitons que soit introduite explicitement dans le projet de Constitution la possibilité

de recourir à l'instrument des coopérations renforcées dans le domaine de la défense, en tenant compte de certaines spécificités de cette politique européenne :

- le champ de ces coopérations renforcées devrait concerner notamment les forces multinationales, l'armement et les capacités, la gestion des ressources humaines, la formation, le développement de doctrines communes ;
- le lancement de ces coopérations renforcées devrait pouvoir se faire à la majorité qualifiée ;
- le lancement et la conduite d'opérations de gestion de crise en seraient exclus dans la mesure où le texte du Praesidium prévoit déjà des dispositions spécifiques (art.30.5, première partie et 18, deuxième partie) et où il n'est pas souhaitable d'y appliquer la règle de la majorité qualifiée ;
- le nombre minimal d'Etats participants devrait être abaissé et la mention d'une possibilité de fixer des conditions objectives de participation devrait être introduite dans le Traité.

Le présent amendement est présenté sans préjudice des amendements déposés par M. MICHEL sur la structure du titre V.